

**PRÉFECTURE DU NORD**

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - JMC

**Arrêté préfectoral imposant à la société TICOM des prescriptions complémentaires pour la remise en état du site de son établissement situé à COMINES**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la circulaire ministérielle du 03 avril 1996 relative à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'étude simplifiée des risques sur les sites industriels, concernant notamment, parmi les secteurs d'activité prioritaires dans cette démarche, l'ennoblissement textile ;

VU l'arrêté préfectoral du 04 juin 2003 mettant en demeure la société TICOM, représentée par maître PERIN - 74 avenue du peuple belge - 59800 LILLE, de remettre en état le site de l'établissement qu'elle exploitait à COMINES - 66 route d'Armentières

VU le rapport de Monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort que la société TICOM, ayant exercé une activité de teinturerie et impression textile, relève de la circulaire ministérielle susvisée ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 16 septembre 2003 ;

**SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,**

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

Maître PERIN, domicilié 74, avenue du Peuple Belge à LILLE, ci-après dénommé l'Exploitant, représentant la Société TICOM dont le siège social est situé 66, route d'Armentières à COMINES est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté concernant le site situé à cette même adresse.

Les prescriptions du présent Arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise des sites qui seraient affectés par la pollution en provenance de ceux-ci.

L'Exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Livre V du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1<sup>er</sup>.

### **ARTICLE 2 - ETUDE DES SOLS**

Une étude des sols des sites et de leur impact sur l'Environnement devra être réalisée par un tiers Expert dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Cette étude des sols devra être réalisée conformément au Guide national de Gestion des sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Environnement. Celui-ci comprendra a minima les phases suivantes :

#### **2.1 - Phase A documentaire**

La phase A de l'étude des sols, selon la classification établie par ce guide devra comporter notamment :

- \* L'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc. Le recours aux acteurs de la vie de l'Entreprise (employés, retraités, etc.) est à envisager pour connaître les « pratiques non-officielles » éventuelles de l'Entreprise ;

- \* Une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation, le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc.) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, ressource future en eau, etc. ) ;
- \* Une visite de terrain et de ses environs immédiats pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;
- \* Un rapport de synthèse qui fera le récolement des informations recueillies au cours de la première phase de l'étude des sols.

## **2.2 - Phase B Investigations sur le terrain**

La phase B - Investigations sur le terrain, comportera notamment les mesures et analyses ci-dessous :

- \* Reconnaissance des milieux suivants :
  - Les eaux superficielles et souterraines;
  - Les remblais au droit du site;
  - Les sols naturels au droit du site;
 par prélèvements et analyse de sols.

Les zones à échantillonner seront sélectionnées après notamment inspection visuelle des dalles, sols, cuvettes, réseaux.

- \* Les analyses à effectuer dans chaque milieu se feront selon les règles d'art en la matière et à partir de paramètres pertinents déterminés au vu de la phase A décrite ci-dessus.

## **2.3 Diagnostic de la pollution du site et de son impact (E.S.R.)**

L'Exploitant fera réaliser, en complément à l'étude visée aux points 2.1 et 2.2 ci-dessus, une Evaluation Simplifiée des Risques conformément au Guide National de la gestion des sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Environnement.

## **ARTICLE 3 – ECHEANCIER**

Les prescriptions du présent Arrêté Préfectoral complémentaire devront être respectées selon l'échéancier ci-après, à la date de notification du présent Arrêté :

Cahier des charges de l'étude et proposition de tiers Expert (article 2)	1 mois
Bon de commande de l'étude (article 2)	2 mois
Rapport de l'étude de sols et de l'Evaluation Simplifiée des Risques (article 2)	4 mois

#### ARTICLE 4- FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent Arrêté Préfectoral complémentaire sont à la charge de l'Exploitant.

#### ARTICLE 5 - SANCTIONS

Faute par l'Exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1<sup>er</sup>.

#### ARTICLE 6

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

#### ARTICLE 7

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de COMINES,
- Monsieur l'ingénieur en chef, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

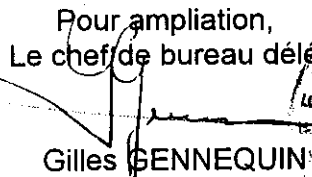
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de COMINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 28 novembre 2003

Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué,  
  
Gilles GENNEQUIN

